



## **La gestion du Brexit, c'est « perdant-perdant » pour les travailleurs !**

Pénurie de travailleurs, étals de supermarchés vides, problèmes d'approvisionnement en essence et pénurie dans des stations-services... mais que se passe-t-il donc au Royaume Uni ?

Le monde du travail avait déjà été fortement précarisé avant le Brexit : un quart de la population touchée par la pauvreté, un million de personnes sous « contrat zéro heure » ( c'est-à-dire des contrats qui permettent d'employer un salarié sans aucune garantie de temps de travail et sans droits au congé maladie), constituant ainsi l'un des marchés du travail les plus « flexibles » en Europe (flexible au sens ultra-libéral du terme: intensification de la concurrence entre les travailleurs, incertitudes et garanties minimales).

Le Royaume-Uni avait pris la décision de sortir de l'Union européenne de façon dite « ordonnée » (autrement dit par le biais d'un certain nombre d'accords, dont celui sur le commerce et la coopération avec l'UE) le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Les raisons qui ont poussé le peuple britannique à vouloir sortir de l'Union européenne sont souvent déclamées de façon combative, avec une tonalité progressiste qui a pu prendre le pas sur la dimension de repli nationaliste, qui est aussi une réalité dont nous devons saisir la portée. Evidemment cette Europe des marchands, de la concurrence et de la finance est loin de correspondre à celle qui réunit pleinement les forces de progrès, l'Europe sociale est encore en gestation et elle peine à se frayer un chemin.

Cependant, l'Union européenne pourrait offrir un cadre inédit d'expérience démocratique et de discussions entre 27 Etats qui s'attachent à consolider des protections en privilégiant l'intérêt des populations dans un monde de plus en plus incertain.

La situation chez nos voisins britanniques a de quoi nous interroger. Nous sommes de ceux qui combattent fermement ce qu'offre de pire l'Europe des libéraux : concurrence, moins-disant social, technocratie coupée des réalités du monde du travail... la décision du peuple britannique pouvait apparaître à certains comme une « solution » : sortir de l'Union pour reprendre sa destinée en main.

Mais l'Europe, c'est aussi une construction bien plus complexe qui permet malgré tout de maintenir un certain nombre de règles communes. La question n'est pas tant de chercher à en sortir que de se battre pour imposer un partage juste des richesses, pour des garanties et protections sociales qui répondent aux besoins des travailleurs et des populations.

### **Le Brexit n'a été ni porté, ni négocié pour le « bien des travailleurs »**

Il peut y avoir un effet trompeur en se focalisant uniquement sur le référendum de 2016, le peuple s'est exprimé et a décidé, certes, mais les conservateurs, Boris Johnson en tête, ont bien compris

aussi l'intérêt qu'il pouvait y avoir à sortir au plus vite de l'Union. Il n'y a jamais eu pour eux la moindre quête de justice sociale ou d'amélioration des conditions faites aux travailleurs, aux précaires, aux femmes, aux jeunes, aux retraités.

Non, pour eux l'Europe devenait une contrainte insupportable, faite de règles communes contraires à leur visées ultra-libérales.

### **L'après Brexit ouvre à une période d'incertitude**

Les images de pompes à essence fermées et d'automobilistes faisant la queue pour faire le plein de peur de manquer d'essence illustrent les difficultés subies ces derniers temps par les Britanniques, phénomène notamment aggravé par la crise sanitaire en cours. Le circuit des échanges a été bouleversé et les nouveaux accords, complexes, ont désorganisé l'économie britannique.

Certains secteurs stratégiques font face à des pénuries de travailleurs, comme celui des transports. En effet, nombre de chauffeurs routiers étrangers sont retournés chez eux après l'entrée en vigueur du Brexit.

Ainsi, on estime le manque de chauffeurs routiers à plus de 100 000, un manque qui a créé des problèmes d'approvisionnements croissants ces dernières semaines dans les supermarchés ou encore de grandes enseignes. C'est sensiblement dans la même période que le gouvernement avait renforcé les règles d'immigration post-Brexit et insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de mettre fin à la dépendance du Royaume-Uni vis-à-vis de l'étranger, preuve s'il en est que le repli nationaliste n'est jamais une solution !

Des garanties fortes, des salaires à la hauteur, des règles de non concurrence auraient sans doute été plus appropriées qu'une fermeture stricte et unilatérale des frontières... mais le populisme ne fait pas une politique sociale !

### **Le syndicat britannique TUC avait alerté sur cette situation**

Après de longues tergiversations qui avaient accompagné la période dite de « transition » qui devait remettre à plat tous les accords liant le Royaume Uni à l'Union Européenne, un accord a minima avait été trouvé.

*"C'est mieux que rien, mais pas de beaucoup", avait alors réagi la confédération syndicale TUC à l'annonce de l'accord le 24 décembre 2020. Ce texte « ne protégera pas les emplois et mettra en cause les droits acquis », a déclaré la secrétaire générale du TUC, France O'Grady. Et d'avertir : « il est de la responsabilité du Premier ministre de veiller à ce que la vie des travailleurs et de leurs familles ne se détériore pas. Il ne peut plus être question de pointer du doigt l'Union européenne. Le gouvernement doit mettre en œuvre une stratégie industrielle pour un travail décent, en investissant dans les emplois et dans l'industrie verte dans les régions du pays qui en ont le plus besoin. Nous n'accepterons pas une course vers le moins-disant social ».*

Les craintes du TUC se voient aujourd'hui confirmées il en appelle à une mise en œuvre urgente d'une politique sociale qui réponde à la fois aux défis de la ré-industrialisation, du chômage, de la précarité et des enjeux environnementaux.

#### Le TUC revendique :

- ✓ La fin des « contrats zéro heure »,
- ✓ L'investissement dans la transition écologique qui créerait 1,25 millions d'emplois,
- ✓ la création de 600.000 emplois dans le secteur public (notamment dans la santé et l'éducation).

Le TUC milite également pour l'amélioration du système des retraites, déjà l'un des plus défavorables d'Europe.

### **Quelles perspectives ?**

Pour financer le Service de santé national, le Premier ministre Boris Johnson, a annoncé une hausse des prélèvements sociaux. Ainsi, les conservateurs britanniques découvrent le besoin de financer la protection sociale ! Début septembre, Boris Johnson, apôtre d'un Brexit qui permettait de conjurer la perspective d'une Europe sociale, a annoncé un plan de hausse des prélèvements obligatoires. Une décision à rebours des propos tenus lors de la campagne pour la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne.

Un tournant ? Sans doute pas ! Mais les prémisses de ce qui s'annonce être moins évident que ce que les caciques du Brexit avaient annoncé.

Une partie des travailleurs se sont fait bernés, le Royaume-Uni, en s'excluant de l'UE se livre à l'incertitude des marchés et du tout « libre-échange », des entités qui ne fondent pas une politique ni un avenir social, seuls capables de préserver un équilibre, bien au contraire.

Sans politique sociale, sans garanties et soutien des travailleurs, sans investissement public, le pays verra les inégalités exploser et, au final, fera chèrement payer aux travailleurs un accord « perdant-perdant ».